



Conseil économique et social

Distr. générale
4 décembre 2001
Français
Original: anglais

Commission de statistique

Trente-troisième session

5-8 mars 2002

Point 3 e) de l'ordre du jour provisoire*

Statistiques démographiques et sociales :

Groupe de Sienna sur les statistiques sociales

Rapport du Groupe de Sienna sur les statistiques sociales

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission de statistique, comme elle l'en avait prié à sa trente-deuxième session**, le rapport du Groupe de Sienna sur les statistiques sociales. La Commission de statistique voudra peut-être examiner le programme de travail du Groupe et faire des recommandations sur l'orientation de ses travaux futurs.

* E/CN.3/2002/1.

** Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2001, Supplément No 4 (E/2001/24)*, chap. I, sect. A.



Rapport du Groupe de Sienne sur les statistiques sociales

Objectifs

Promouvoir et coordonner la coopération internationale dans le domaine des statistiques sociales en mettant l'accent sur les indicateurs sociaux, la comptabilité sociale, les concepts et les classifications, et l'analyse des liens et des cadres d'intégration des données sociales, économiques et démographiques, en vue de la formulation et de l'analyse de politiques.

Création

1993.

Participants

Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède, Suisse, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique pour l'Europe, Commission européenne, Division de statistique de l'ONU, Office statistique des communautés européennes (Eurostat), Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Réunions et autres manifestations

1. Sienne (Italie), octobre 1993.
2. Stockholm, juin 1994.
3. Oslo, juin 1995.
4. Paris, juin 1996.
5. Neuchâtel (Suisse), juin 1997.
6. Sydney (Australie), décembre 1998.
7. Maastricht (Pays-Bas), mai 2000.

Un Cours international d'été sur les statistiques sociales, parrainé par Eurostat, est organisé par l'Institut de formation des statisticiens européens et le Groupe de Sienne sur les statistiques sociales, en collaboration avec l'Université de Sienne. Il porte sur trois thèmes, abordés successivement sur trois années :

« Inégalité et équité » (1998); « Participation, discrimination et exclusion » (1999), thème examiné principalement au niveau mésoéconomique; « Cohésion, intégration et analyse politique » (2000), abordé principalement sous l'angle macroéconomique.

Questions examinées

1. Comptabilité nationale, analyse économique et statistiques sociales.
2. Établissement de rapports sociaux et comptabilité sociale.
3. Surveillance de l'exclusion sociale dans l'enseignement et sur les marchés du travail.
4. Rapports intergénérationnels et mobilité sociale.
5. La transition vers une société multiculturelle.
6. Les familles à la fin du XXe siècle.
7. La comptabilité dans les statistiques sociales et les indicateurs du développement social.

Au cours des huit dernières années, beaucoup a été fait dans ces domaines; la comptabilité du travail est désormais bien établie en tant que méthode et est intégrée aux plans de travail de plusieurs instituts nationaux de statistique. De même, la comptabilité de l'éducation et de la santé, ainsi que les comptes satellites axés sur les budgets-temps sont progressivement mis en place, à des niveaux différents. La comptabilité nationale a été élargie aux données relatives au marché du travail, à la protection sociale et à la production des ménages. La mise au point des matrices de la comptabilité sociale se poursuit. Des cadres théoriques établissant un lien entre les phénomènes monétaires et non monétaires sont en phase d'élaboration et de test. Le contrôle objectif de l'efficacité des politiques gouvernementales est une pratique de plus en plus répandue. À cet effet, des batteries d'indicateurs sociaux sont actuellement mises en oeuvre et différents pays et organisations internationales utilisent déjà plusieurs ensembles d'indicateurs essentiels pour surveiller des domaines politiques précis (par exemple, l'emploi, l'éducation, l'exclusion sociale et la santé). L'Union européenne élabore actuellement une batterie d'indicateurs structurels pour surveiller la réforme socioéconomique européenne. La Commission de statistique a été chargée par le Conseil économique et social de coordonner la liste de référence des indicateurs à

utiliser pour le suivi des principales conférences du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des bilans communs de pays au niveau national. La Commission économique pour l'Europe, en collaboration avec le PNUD, oeuvre à l'élaboration d'un cadre permettant de suivre les tendances et les politiques sociales dans les économies en transition.

Produits

Les actes de chaque réunion, contenant l'ensemble des communications et les résumés des débats, ont été publiés. Le Groupe a également publié trois publications thématiques :

« Les familles à la fin du XXe siècle » (1999), disponible auprès de l'Office de statistique d'Australie;

« Surveillance des sociétés multiculturelles : rapport du Groupe de Sienna » (1997), disponible auprès de l'Office fédéral de statistique de la Suisse;

« Représentation statistique de l'exclusion des jeunes » (1997), disponible auprès de l'Institut national italien de statistique, Centro Diffusione.

Thème de la réunion de 2000

La comptabilité dans les statistiques sociales et les indicateurs du développement social

Les statistiques sociales sont en pleine évolution : on passe progressivement d'une juxtaposition de statistiques indépendantes très diverses à des systèmes intégrés (enquêtes d'ensemble, matrices de comptabilité sociale, etc.). Ce phénomène est considéré comme la conséquence logique de la nécessité croissante, pour les décideurs politiques d'aujourd'hui, de suivre l'évolution de la situation sociale et économique à partir d'un ensemble limité d'indicateurs fiables, provenant d'un système cohérent d'informations statistiques comparables sur le plan international résultant des efforts d'harmonisation. Les indicateurs et l'intégration ont déjà été débattus à des réunions antérieures du Groupe et aux séminaires de Mondorf. La mise en place de systèmes statistiques, de même que la conception et l'utilisation d'indicateurs ne sont pas encore partagées également. Diverses organisations internationales ont mis au point des ensembles d'indicateurs sociaux essentiels et ont

énoncé les conditions que les informations statistiques de base doivent respecter. Anticipant sur les demandes des responsables politiques, certains instituts nationaux de statistique se sont livrés à des expériences d'enquêtes intégrées, d'autres se sont employés à construire des systèmes comptables, ou à étudier les possibilités offertes par des systèmes d'enregistrement, en place ou à créer, et d'autres sources administratives. Pour regrouper les acquis et stimuler des initiatives nouvelles, on s'est employé lors de la réunion de Maastricht à faire le bilan de l'expérience des différents participants et à confronter ces expériences, à trouver de nouvelles démarches et à élaborer des stratégies communes. La réunion a été divisée en cinq séances consacrées aux questions suivantes :

1. L'état des connaissances et leur intérêt pour les décideurs.
2. La définition d'indicateurs : pourquoi et pour qui?
3. Comment décider de ce qu'il convient de mesurer?
4. Modalités de collecte des données : comment en garantir la cohérence et la comparabilité.
5. Rapports entre les phénomènes monétaires et non monétaires dans les systèmes de comptabilité sociale.

Les conclusions de la réunion ont fait ressortir la nécessité de mieux structurer les études et la coopération visant les indicateurs, ainsi que les méthodes utilisées pour combiner les données provenant de sources différentes. À cette fin, on a proposé à des sous-groupes d'élaborer des projets de coopération dans ces domaines entre participants des différents pays. Le Groupe a également fait valoir le rôle qu'il joue dans la formation en statistiques sociales grâce aux cours d'été.

Prochaines réunions

La réunion de 2001 du Groupe devait être organisée par l'Office statistique national du Portugal. Des obstacles logistiques et administratifs s'y sont néanmoins opposés, ce qui a contraint la présidence et certains des principaux membres du Groupe à examiner l'orientation des activités du Groupe. On a conclu que, comme indiqué plus haut, beaucoup restait à faire, sur le terrain, dans les domaines suivants : élaboration d'un manuel sur l'intégration des données statistiques;

établissement de liens entre les niveaux microéconomique et macroéconomique; approche et évaluation du capital social dans le contexte de la société axée sur les connaissances; renforcement de l'évaluation de la qualité des statistiques sociales. C'est pourquoi, les 3 et 4 décembre 2001, une réunion intermédiaire du Groupe, organisée par la Commission économique pour l'Europe, se tiendra à Genève. L'objectif de cette réunion sera de définir la stratégie du Groupe pour les prochaines années et de fixer les objectifs stratégiques à moyen terme compte tenu de l'évolution des statistiques sociales, évoquée plus haut. Un document de stratégie sera élaboré en vue de cette réunion, en tirant l'enseignement des conclusions de la réunion de Maastricht de 2002 et des événements survenus récemment dans le domaine de la politique sociale.

La première série de cours d'été s'est achevée avec succès en 2000. L'Institut de formation de statisticiens européens a appuyé très activement l'organisation de ces cours, dont la structure était conçue autour des différents niveaux (microéconomique, mésoéconomique et macroéconomique) et domaines relatifs aux statistiques sociales. Eu égard à l'évolution des relations officielles entre Eurostat et l'Institut de formation de statisticiens européens, l'appui logistique fourni par ce dernier sera réexaminé. Selon toute vraisemblance, certains éléments du programme du cours d'été seront directement liés à une réunion du Groupe.

Point de contact

M. Pieter Everaers
Directeur des statistiques sociales et spatiales
Statistics Netherlands
Kloosterweg 1
6401 CZ Heerlen
Pays-Bas
Téléphone : + 31 45 570 6290
Télécopie : + 31 45 570 6274
Mél. : <pevs@cbs.nl>

Le Groupe de Sienna a également un site Internet dans la section en anglais du site Internet de l'Institut national italien de statistique : <<http://www.istat.it/Primpag/siena2.htm>>.